



FRANCE

# Salaires, retraites : fin de l'état de grâce pour Pap Ndiaye

ÉDUCATION

La FSU appelle à une journée d'actions sur les rémunérations dans l'Éducation nationale, ce mardi.

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

L'Éducation nationale ouvre le bal des mobilisations sociales de la semaine, ce mardi. La date, proposée par la FSU, de ce mouvement qui porte sur les salaires, avait été fixée bien avant celle de la contestation sur retraites de jeudi. La fédération syndicale a néanmoins maintenu son mot d'ordre, sans appeler explicitement à la grève. Les autres syndicats ont préféré concentrer leurs efforts jeudi.

« Pour le 17, la grève n'est pas la modalité principale, c'est une modalité d'action essentiellement hors du temps de travail, convient Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Les salaires pèsent dans le ras-le-bol général. »

## Les salaires « au centre des combats »

Les discussions salariales entre l'Éducation nationale et les syndicats reprendront mercredi, indique aux « Echos » l'entourage du ministre Pap Ndiaye, qui ouvrira la concertation. Avant même d'entrer dans le vif du sujet, les contestations sont vives, les syndicats expliquant

que certains vont bénéficier des revalorisations et d'autres pas. Les inquiétudes sont fortes pour les enseignants en milieu et en fin de carrière, alors que le gouvernement veut faire porter ses efforts sur les débuts de carrière.

« Certains enseignants, qui sont dans la deuxième partie de leur carrière, n'auront rien du tout », affirme Sophie Vénétiay, secrétaire générale du SNES-FSU. Le principal syndicat de l'enseignement secondaire réclame une hausse des salaires « pour tout le monde et sans contrepartie » et entend « placer la question des salaires au centre des combats ».

Les propos récents de Pap Ndiaye sur les engagements d'Emmanuel Macron ont suscité une vive polémique, les syndicats considérant que le chef de l'État avait promis de revaloriser

tous les enseignants de 10 %, là où le ministre de l'Éducation assure que ce n'est pas le cas.

« Tout le monde se dit que ce n'est vraiment pas clair », confie Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT. L'Éducation nationale a prévu 635 millions d'euros d'augmentation « inconditionnelle », mais « ce ne sera pas 10 % d'augmen-

tation pour tout le monde », ajoute la syndicaliste qui réclame « d'autres étapes » et « une pluriannualité ». « Cela fait plus de neuf mois que le gouvernement communique sur la revalorisation des enseignants en disant tout et son contraire, forcément c'est incohérent », s'agace Jean-Rémi Girard, président du SNALC.

Les enseignants les plus avancés dans leur carrière pourraient bénéficier de changements de grade. Le budget pour 2023 prévoit 300 millions pour ceux qui acceptent le futur « pacte ». Mais, à l'heure du report de l'âge de départ à la retraite, le « travailler plus pour gagner plus » a encore plus de mal à passer que lorsqu'il avait été annoncé par Emmanuel Macron.

## Dans l'ombre de l'Élysée

Le mécontentement des enseignants s'est aussi nourri, dernièrement, des prescriptions du ministre sur la dictée et le calcul mental, à travers des circulaires vues comme une remise en cause de la liberté pédagogique. Et par l'annonce de la suppression de la technologie en sixième, par voie de

presse. « Le ministre démontre qu'il est dans la ligne de son prédécesseur », a violemment dénoncé le SNUipp-FSU.

Pour Pap Ndiaye, dont tous les syndicats avaient salué le changement de style, c'est la fin de l'état de grâce. La réforme des retraites va mettre les enseignants dans la rue au moment où le gouvernement s'apprête à mettre près de 1 milliard d'euros sur la table pour les revaloriser.

L'ombre de l'Élysée sur les faits et gestes du ministre n'aide pas non plus Pap Ndiaye à s'imposer. « Il a fait un vrai gros boulot de rencontres pour se construire un avis personnel, mais on s'interroge sur ses marges de manœuvre et on se demande qui pilote entre l'Élysée et le ministre », tweetait récemment le secrétaire général du SE-Unsa, Stéphane Crochet. ■

